

Conseil National du PCF
16-16 décembre 2006

Isabelle Lorand

La consultation des communistes : un enjeu majeur

Michel Laurent souligne dans son rapport « *Une option consiste à réaffirmer notre proposition de candidature....Nous ne pourrions alors pas nous réclamer du rassemblement actuellement constitué puisque des composantes de celui-ci refuseraient de soutenir la candidature de Marie-George Buffet à l'élection présidentielle ...* ». Patrice Cohen-Seat abonde dans son sens. Il est donc clair que le maintien de la candidature de Marie-George a pour conséquence de sortir du processus unitaire. Même la proposition avancée à Saint-Ouen par les collectifs d'une candidature communiste issue du mouvement social est rejetée par le rapport. Le choix qui doit être soumis à la consultation des communistes doit donc être clairement celui-là : sortir ou pas du processus.

Plusieurs arguments sont avancés pour justifier le maintien coûte que coûte de la candidature de Marie-George. Je souhaite les discuter.

Dans les institutions de la Vème république, une formation politique doit être obligatoirement présente dans le scrutin présidentiel pour exister dans le paysage politique. Evidemment la vérification de cette assertion serait un argument lourd. Mais au regard de l'histoire, elle n'est pas valide. Le parti a été absent du scrutin présidentiel à deux reprises : en 1965 et en 1974. Les législatives de 1967 se sont avérées pour le PCF les meilleures de la Ve République. Et le premier décrochage électoral décisif s'opère non pas à la suite de l'élection de 1974, mais en 1981, où Georges Marchais était candidat. Si cela ne conduit pas à rejeter l'hypothèse d'une candidature communiste, cela contredit l'idée qu'elle serait incontournable.

2007 sera l'occasion d'une recomposition politique durable de la gauche alternative. Il faut des garanties quant à celui qui en portera les couleurs. Cette recomposition est une nécessité historique. Sans redévelopper tous les arguments qui ont conduit au choix stratégique du 33^{ème} congrès (bipartisme, recomposition au centre, radicalisation de la droite et rupture avec le pacte républicain, renforcement de Le Pen...), il faut ajouter que l'émergence sur la scène politique de la gauche antilibérale est un phénomène mondial (Amérique latine, Hollande...). Cette nécessité historique en fait son attrait, qui se traduit d'ores et déjà dans la réussite des initiatives publiques. Aujourd'hui, le PCF est la force politique au cœur de ce rassemblement. En choisissant d'en sortir, il se met hors jeu d'un phénomène qui, tôt ou tard, s'imposera. En sortir, uniquement parce que notre secrétaire nationale n'en serait pas le porte drapeau. En 1936, le front populaire regroupe associations, politiques, syndicats. Le PCF y participe sans chercher à faire de Maurice Thorez la figure emblématique. C'est pourtant en 1936 qu'il amorçe le décollage électoral qui l'installe au centre de la vie politique nationale.

Le rassemblement ce n'est pas l'unité d'un cartel d'organisations, c'est l'unité du peuple. Nous serons une candidature de rassemblement. Outre qu'il s'agit d'une négation de l'intérêt des partis (sauf le nôtre) qui me semble dangereuse et populiste, c'est faire fi de l'expérience des dernières années. Du rassemblement populaire majoritaire aux Espaces Citoyens, nous avons eu

cette démarche. Elle a été durablement en échec. Cela parce que - malgré la crise de la politique - les formations politiques demeurent un objet de représentation. Il n'y a pas de ressenti d'unité sans unité de forces politiques. Le lien est dialectique entre la capacité à produire de la dynamique politique, et les effets produits par cette dynamique.

Le scrutin présidentiel ne nous est pas favorable. Passons-le à moindre frais et concentrons-nous sur les échéances suivantes en personnalisant et localisant le plus possible les enjeux. Effet collatéral du quinquennat, les législatives sont dans le sillon des présidentielles. Un score, qui pourrait être historique du PS en l'absence de dynamique antilibérale, ne sera pas sans effet - quoiqu'on fasse - sur les législatives. D'ailleurs, le PS ne s'y trompe pas. En choisissant, de lâcher des circonscriptions au PRG et au MRC - et sans nul doute aux Verts - pour renforcer ses positions, il se met en situation d'être en tête de la gauche, dans un certain nombre des nôtres. D'ailleurs, nos élus le mesurent bien. En témoignent, le nombre d'entre eux, singulièrement là où les enjeux sont lourds de conséquences, qui ont fait connaître leur engagement pour poursuivre sans préalable la démarche unitaire.

Les arguments utilisés pour justifier un virage à 180° par rapport à notre décision de congrès ne sont pas solides. D'ailleurs, les communistes franchement déterminés pour le poursuivre sont nombreux. Si Michel Laurent signale que 2/3 des fédérations semblent favorables à maintenir coûte que coûte la candidature de Marie-George, il omet d'indiquer que c'est loin d'être le cas dans les grosses fédérations à l'exception du Nord. Les secrétaires fédéraux de celles-ci nous alertent ce week-end sur le malaise et la division qui traverse le parti.

Dans ces conditions, une consultation ambiguë, qui laisse penser - contrairement aux termes du rapport - que Marie-George pourrait être la candidate du rassemblement antilibéral ne peut qu'aggraver la crise. Nous connaissons déjà les conséquences d'un bulletin de vote aux interprétations multiples. Le malaise et le désarroi atteint de nombreux camarades. Le CN doit avoir le courage de soumettre un choix clair. C'est le seul moyen de légitimer le résultat qui sortira de cette consultation. Les conséquences du choix entre les propositions 1 et 2 doivent être limpides : maintenir la candidature de Marie-George au prix du renoncement à l'unité. Ou rechercher une solution consensuelle - des propositions ont été avancées par plusieurs interventions - pour porter les couleurs du rassemblement antilibéral lors des présidentielles de 2007.